

LE BAROMÈTRE 2020 DES AGRICULTURES FAMILIALES



LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES
DANS LE ROUGE





Comprendre

les systèmes alimentaires
pour les transformer

4-18

Interviews

Une résilience alimentaire
insuffisante

Entretiens avec Million Belay,
Jennifer Clapp, Alberto Ercilio Broch,
Nicolas Bricas, Eriah Byaruhanga et
Sybille Mertens
19-31



La réalisation de ce baromètre est une collaboration entre les ONG SOS Faim, Iles de Paix, Autre Terre et le Forum rural mondial (FRM).

Rédacteurs en chef: Pierre Coopman et François Grenade | Comité d'orientation: Terry Roiseux, Olivier Genard, Olivier Detournaj, François Graas, David Gabriel, Marc Mees, Stéphanie Barrial

Interviews réalisées avec l'appui de: Nicolas Barla, Emmanuel Juste et Patrick Veillard | Réalisation - infographies: Studio Marmelade | Impression: Van Ruys Printing

Tous droits de reproduction réservés | Imprimé sur papier recyclé.

Editeur Responsable: Olivier Hauglustaine, 4 Rue aux Laines, 1000 Bruxelles

Site web du Baromètre: <https://barometre-agricultures-familiales.org/>

Avec le soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)



| INTRODUCTION |

« Nous devons d'urgence saisir le moment présent pour transformer fondamentalement les systèmes alimentaires pour améliorer leur résilience, atteindre pleinement les Objectifs de Développement durable (ODD) et pour rééquilibrer les priorités dans les systèmes alimentaires afin que toute personne, en tout temps, jouisse d'une sécurité alimentaire »¹, voici le constat dressé par le Haut Panel d'experts du Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale au début de l'été 2020.

Au chevet des systèmes alimentaires

Le rapport global de l'ONU sur le Développement durable insistait également, en 2019, sur les manquements de notre système alimentaire actuel : « à cause de ses impacts climatiques et environnementaux et des insuffisances d'une alimentation saine et sûre pour tous, le système alimentaire global est aujourd'hui in-

Le Baromètre des Agricultures familiales vous propose une plongée exploratoire au cœur d'un concept en pleine émergence.

soutenable »². « La transformation des systèmes alimentaires est impérative », ont renchéri cet été 5 agences onusiennes lors du Rapport annuel sur l'État de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle³. L'enjeu des systèmes alimentaires et la nécessité de les transformer sont devenus centraux dans les discours d'experts, et plus récemment dans les discours politiques, comme en témoigne l'organisation d'un Sommet sur les systèmes alimentaires à l'automne 2021, initié par le Secrétaire général des Nations unies.

De surcroît, la crise du Covid-19 a révélé au grand jour les nombreuses fragilités de notre système alimentaire global et a donné un poids supplémentaire à de nombreuses voix réclamant du changement. La question de l'alimentation a fait à cette occasion l'objet de nombreux débats autour de la rupture des circuits alimentaires internationaux, de la résilience de nos systèmes, de la souveraineté alimentaire.

Mais qu'entend-on exactement par le terme système alimentaire ? Et que veut-on transformer exactement ? De nombreuses divergences d'approches subsistent, et de nombreux acteurs n'ont pas intérêt à changer profondément un système qui leur réussit. Le Baromètre des Agricultures familiales 2020 vous propose une plongée exploratoire au cœur d'un concept émergeant, dont les contours, transformant un constat global en solutions politiques concrètes, font et vont faire l'objet d'intenses débats et luttes d'influence.

Pour cette édition 2020, le Baromètre change de formule : une place importante est gardée pour le décryptage des enjeux, mais le Baromètre donne dorénavant directement la parole aux expertes et experts, aux organisations paysannes et aux mouvements de la société civile. Après une explication générale des enjeux liés à la transformation des systèmes alimentaires, des interviews permettront à différentes personnalités d'apporter leur point de vue. ◆

Notes

¹ HLPE, *Food security and nutrition: building a global narrative towards 2030 - A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*, 2020.

² Independent Group of Scientists appointed by the Secretary-General, *Global Sustainable Development Report 2019: The Future is Now - Science for Achieving Sustainable Development*, 2019.

³ FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020 - Transforming food systems for affordable healthy diets*, 2020.

Comprendre les systèmes alimentaires pour les transformer

Aujourd'hui, la nécessité de changer nos systèmes alimentaires fait de plus en plus consensus. Le besoin d'une transformation profonde du système, porté de longue date par la société civile et le monde scientifique, est aujourd'hui en partie repris par le monde politique. Le Sommet international sur les systèmes alimentaires, organisé en 2021 sous l'égide des Nations unies en est la meilleure illustration. Pourquoi cet enjeu monte-t-il en puissance ? Qu'entend-on par « système alimentaire » ? Que veut-on transformer exactement ? Pour tendre vers quoi ? Au-delà d'un consensus de façade, les intérêts sont solidement ancrés et les divergences persistent. Décryptage.

Les dysfonctionnements du système actuel

Pourquoi y a-t-il un consensus de plus en plus important sur la nécessité de changer nos systèmes alimentaires ? Parce que les approches qui ont prévalu jusqu'à présent n'ont pas pu empêcher l'émergence ou la consolidation d'une série de problèmes majeurs. Petit tour d'horizons des principaux problèmes de notre système alimentaire global actuel.



une personne sur trois
souffre d'une ou de plusieurs
formes de malnutrition

Augmentation de la faim

La sous-alimentation progresse à nouveau depuis 5 ans¹ : ce sont aujourd'hui 690 millions de personnes qui souffrent de la faim. Cette situation, extrêmement alarmante, est accentuée par la pandémie de Covid-19 : 132 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de faim aiguë en 2020 en conséquence de la pandémie et de ses différents effets sur les systèmes alimentaires². Cette augmentation n'a rien à voir avec un manque de nourriture, les stocks alimentaires de céréales sont d'ailleurs au plus haut cette année : la faim n'est pas un problème de sous-production.



aujourd'hui
690 millions de personnes
souffrent de la faim

Jusqu'à **+132** millions
en 2020 suite à la pandémie

chez les enfants
de moins de 5 ans,
45% des décès
sont causés par la malnutrition



Conditions de vie précaires

Les conditions de vie de la plupart des agriculteurs et agricultrices sont hautement précaires et l'activité est très peu rémunératrice : de nombreux paysans souffrent d'extrême pauvreté et d'une ou plusieurs formes de malnutrition. Le dernier rapport mondial sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle lie directement les conditions de vie précaires, au sein et à l'extérieur des systèmes alimentaires, à la malnutrition et rappelle que 3 milliards de personnes sont tout simplement trop pauvres pour accéder à une alimentation saine. Les agricultrices et agriculteurs sont de plus très vulnérables face aux chocs économiques, climatiques, ou face aux effets de la pandémie de coronavirus sur les systèmes alimentaires. Au-delà des agriculteurs, les conditions de travail dans plusieurs pans des chaînes d'approvisionnement alimentaires sont également particulièrement précaires.

Notes

¹ Bien que les calculs annuels de la FAO aient été effectués sur de nouvelles bases de données en 2020, donnant l'impression d'une relative baisse de la faim.

² FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, *The State of Food Security and Nutrition in the World 2020 - Transforming food systems for affordable healthy diets*, 2020.

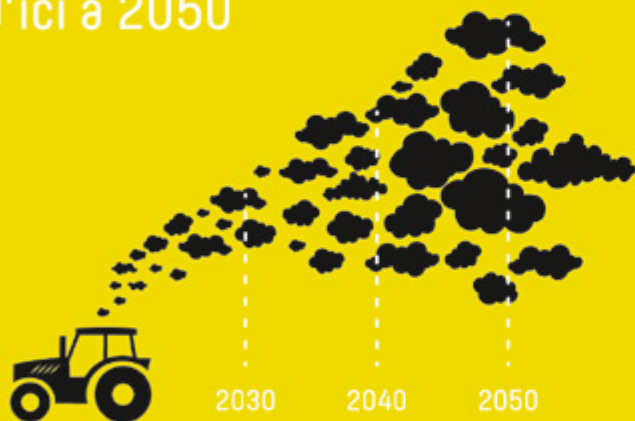
³ HLPE, *Food security and nutrition: building a global narrative towards 2030 - A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security*, 2020.

Explosion de la malnutrition

En plus de la sous-alimentation, le surpoids (1,9 milliard de personnes), l'obésité (650 millions de personnes) et les carences alimentaires (1,5 milliard de personnes) sont les autres visages de la malnutrition. Les carences sont le signe d'une alimentation de faible qualité, déficiente en vitamines et minéraux cruciaux. Elles peuvent toucher des personnes déjà atteintes de sous-alimentation ou de surpoids. Au total, une personne sur trois au niveau mondial souffre d'une ou de plusieurs formes de malnutrition, avec d'énormes conséquences sur la santé. Par exemple, chez les enfants de moins de 5 ans, 45% des décès sont causés par la malnutrition³. Dans de nombreux contextes, la situation nutritionnelle se dégrade rapidement : la consommation d'aliments ultra-transformés augmente, tandis que la consommation d'aliments frais et nutritifs diminue.

3 milliards de personnes
sont tout simplement **trop pauvres**
pour accéder à une alimentation saine

Les émissions globales
liées à l'agriculture
pourraient augmenter de **87%**
d'ici à 2050



Un pouvoir de plus en plus concentré

Les systèmes alimentaires évoluent. À la faveur des progrès technologiques et des accords de commerce, les chaînes alimentaires s'allongent, se spécialisent et s'internationalisent. Bien qu'une multitude d'acteurs interviennent dans ces chaînes, de nombreuses composantes sont en fait détenues par un nombre très réduit d'intervenants. Par exemple, six compagnies détiennent à elles seules les trois quarts du marché mondial des pesticides et 60% du marché mondial des semences, tandis que quatre autres firmes se partagent 90% du commerce mondial de céréales⁴. Ces acteurs dominants ont donc un pouvoir extrêmement important sur les systèmes alimentaires. Et cette position augmente leur capacité à attirer de la valeur, au détriment d'autres acteurs de la chaîne, comme les agricultrices et agriculteurs.

⁴ HLPE, 2020.

⁵ Voir l'article « face aux limites de la planète » dans le baromètre des agricultures familiales 2018.

⁶ Independent Group of Scientists appointed by the Secretary-General, *Global Sustainable Development Report 2019: The Future is Now – Science for Achieving Sustainable Development*, 2019.

⁷ GSDR, 2019.

Climat, biodiversité... Des externalités environnementales insoutenables

Les impacts du système alimentaire sur l'environnement sont énormes : climat, biodiversité, fertilité des sols, eau douce, environnements marins... De nombreuses études estiment que le fonctionnement de nos systèmes alimentaires dépasse les « limites planétaires »⁵. Pour ne parler que du réchauffement climatique, l'agriculture et les changements d'affectation des sols qui l'accompagnent comptent pour 24% des émissions de gaz à effet de serre. Lorsqu'on regarde les systèmes alimentaires dans leur ensemble, cette part monte à 29%⁶. Les émissions globales liées à l'agriculture pourraient augmenter de 87% d'ici à 2050 dans un scénario de « business as usual ». Au-delà d'être une cause d'émission de gaz à effet de serre, les changements climatiques affectent et vont affecter les systèmes alimentaires et l'agriculture. Les plus touchés sont et seront les plus vulnérables.

► Le fonctionnement de nos systèmes alimentaires nous mène dans une impasse

Qu'il s'agisse des coûts environnementaux ou des nombreux coûts sociaux et sanitaires, les systèmes alimentaires faillissent à offrir des régimes alimentaires sains et durables pour toutes et tous. Les coûts véritables, sanitaires, environnementaux, sociaux, ne sont pas intégrés dans les prix du marché. Nos systèmes alimentaires sont donc dans une impasse : se contenter de les développer davantage pour répondre à la demande globale croissante est totalement incompatible avec l'Accord de Paris sur le climat et les Objectifs de Développement Durable⁷. ♦



6 compagnies détiennent à elles seules
les **trois quarts** du marché mondial des pesticides

et **60%** du marché mondial des semences



tandis que 4 autres firmes se partagent
90 % du commerce mondial de céréales



La transformation des systèmes alimentaires est essentielle pour le développement durable

►  Un accès mondial plus équitable à une alimentation de qualité est nécessaire

 690 millions de personnes sont sous-alimentées

 1,9 milliard de personnes sont en surpoids dont 650 millions de personnes obèses

 1,5 milliard de personnes souffrent de carences alimentaires



► Les moyens de subsistance dans l'agriculture doivent être pris en considération

L'agriculture emploie plus de **1,1 milliard** de personnes (sur 3,5 milliards de personnes actives dans le monde)



► Les impacts de la production alimentaire sur le climat et l'environnement doivent être réduits au minimum



Penser le système pour agir efficacement

Pour faire face à ces nombreux problèmes, les politiques sectorielles ont montré leurs limites: en s'attaquant aux difficultés d'une partie du système alimentaire, elles ont sous-estimé les influences de ces actions sur les autres pans du système.

Par exemple, les politiques pour la sécurité alimentaire ont largement misé sur l'augmentation de la productivité agricole, avec de nombreux succès. Il y a cependant aujourd'hui un large consensus affirmant que c'est non seulement insuffisant pour répondre aux différentes dimensions de la sécurité alimentaire, mais que cela peut même être contreproductif⁸. Il faut donc dépasser une vision étriquée de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour appréhender le système alimentaire de façon plus large, interconnecté à de nombreux secteurs et autres systèmes.

Sortir d'une vision et d'une action en silos représente un changement de mentalité important, où l'on cherche à appréhender la complexité. Les systèmes alimentaires interagissent entre-autres de manière complexe avec les systèmes économiques, sociaux et sanitaires.

« Les politiques qui prennent en compte ces interconnexions sont critiques pour l'établissement de systèmes alimentaires durables car elles sont plus à même d'assurer que les différents systèmes et secteurs qui interagissent avec l'alimentation travaillent à des objectifs qui se soutiennent mutuellement », rappelle le HLPE.

Envisager les multiples connections permet d'identifier là où des arbitrages politiques sont nécessaires: là où il existe des tensions fortes entre différents secteurs et systèmes. Mais cela permet aussi d'identifier des décisions qui pourraient avoir des effets collatéraux positifs sur d'autres secteurs ou systèmes. Par exemple, de nombreux co-bénéfices peuvent être identifiés dans la promotion d'une alimentation qui soit à la fois bonne pour la santé humaine et pour l'environnement. Les politiques publiques doivent donc se coordonner pour définir des objectifs communs, notamment entre les politiques relatives à l'alimentation, l'agriculture, l'économie, le commerce, l'environnement, la santé, l'énergie. Ces objectifs communs doivent ensuite s'imposer aux différents secteurs, pour éviter les incohérences.

Décrire le système alimentaire

Il est donc important de réfléchir le système dans son ensemble et de mieux se coordonner pour le changer. Mais à quoi ressemble un système alimentaire? Que recouvre exactement cette notion?

Le système alimentaire a été défini et décrit de nombreuses manières: de schémas linéaires décrivant le processus de la fourche à la fourchette jusqu'aux graphiques les plus élaborés prenant en compte de nombreuses interconnexions et facteurs d'influence. Pour le Haut Panel d'Experts du Comité de la Sécu-

rité alimentaire mondiale, le système alimentaire « est constitué de l'ensemble des éléments (environnement, individus, apports, processus, infrastructures, institutions, etc.) et des activités liées à la production, à la transformation, à la distribution, à la préparation et à la consommation des denrées alimentaires, ainsi que du résultat de ces activités, notamment sur les plans socio-économique et environnemental »⁹.

La notion de système nous invite à voir le spectre large des dynamiques qui ont une influence ou qui sont influencées par les circuits alimentaires,

et à essayer de comprendre comment toutes les composantes interagissent. L'intérêt d'une approche systémique est de mieux comprendre les impacts d'une activité, d'une politique sur les autres éléments du système. Par exemple, une politique d'augmentation de la productivité agricole peut avoir des influences sur le fonctionnement des marchés locaux, sur les prix des principaux aliments, impacter les régimes alimentaires et la nutrition (par exemple via une baisse de diversité des régimes), avoir des conséquences sur les inégalités (par exemple via l'exclusion des paysans les plus fragiles) et sur l'environnement (par exemple via la promotion de pratiques néfastes pour l'écosystème). Appréhender le système dans son ensemble est donc un outil d'aide à la décision politique.

De nombreux environnements alimentaires favorisent des aliments ultra-transformés de faible qualité au détriment d'aliments frais et nutritifs.

Au cœur des systèmes alimentaires, quatre composantes centrales



Les chaînes d'approvisionnement alimentaires

À son niveau le plus basique, le système alimentaire est caractérisé par l'ensemble des activités qui amènent la nourriture de la fourche à la fourchette. C'est ce qu'on appelle les chaînes d'approvisionnement, ou chaînes de valeur alimentaires : "la chaîne de personnes et d'événements à travers lesquels la nourriture est produite et fournie à tous ceux qui mangent, et à travers lesquels de la valeur est créée, distribuée et perdue au cours de son fonctionnement ordinaire"⁸. La nourriture est produite, récoltée, lavée, stockée, transportée, transformée, conditionnée, vendue, consommée, perdue ou gaspillée, les déchets sont enfin évacués. Toutes ces étapes mais aussi tous les acteurs impliqués dans ces étapes correspondent aux chaînes d'approvisionnement alimentaire. Ces chaînes tendent à s'allonger, se complexifier et se caractérisent de plus en plus par une forte spécialisation : il est ainsi fréquent de retrouver dans un même produit transformé des éléments venant de plusieurs continents, achetés et vendus à plusieurs reprises sur les marchés, transformés dans un endroit pour être vendus de l'autre côté du globe¹¹.



L'environnement alimentaire

Un élément très important et cependant moins visible des systèmes alimentaires est l'environnement alimentaire. L'environnement alimentaire fait référence aux conditions physiques, économiques, socioculturelles et politiques qui définissent la disponibilité physique et l'accès financier des consommateurs à la nourriture, la sécurité des aliments et leur mise en avant, notamment via la publicité. Les environnements alimentaires influencent fortement les comportements alimentaires, les régimes qui en découlent mais aussi les chaînes d'approvisionnement. Aujourd'hui, de nombreux environnements alimentaires favorisent des aliments ultra-transformés de faible qualité nutritionnelle au détriment d'aliments frais et nutritifs, ce qui engendre de lourds problèmes de santé.



Le comportement des consommateurs

Au sein du système alimentaire nous retrouvons également les comportements des consommateurs : ces derniers choisissent où et quoi acheter, préparent leurs repas, conservent leurs aliments, mangent et/ou gaspillent leur nourriture.

⁸ HLPE, 2020.

⁹ HLPE 2017, HLPE 2020.

¹⁰ Hawkes, 2019, *Understanding the food system: Why it matters for food policy*.

¹¹ Le scandale de la lasagne à la viande de cheval a bien illustré la complexité des chaînes d'approvisionnement alimentaire.



Décrire le système



FACTEURS DÉTERMINANTS

- | Biophysiques et environnementaux |
- | Liés à l'innovation, à la technologie et aux infrastructures |
- | Économiques et liés aux marchés |
- | Politiques et institutionnels |
- | Socioculturels |
- | Démographiques |

Voir
page 15

CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE



Systèmes de production



Entreposage et distribution



Transformation et conditionnement



Détaillants et marchés

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES

- | Disponibilité et accès physique | Accès économique |
- | Promotion, publicité et information | Qualité et sécurité sanitaire |



LE COMPORTEMENT DES CONSOMMATEURS

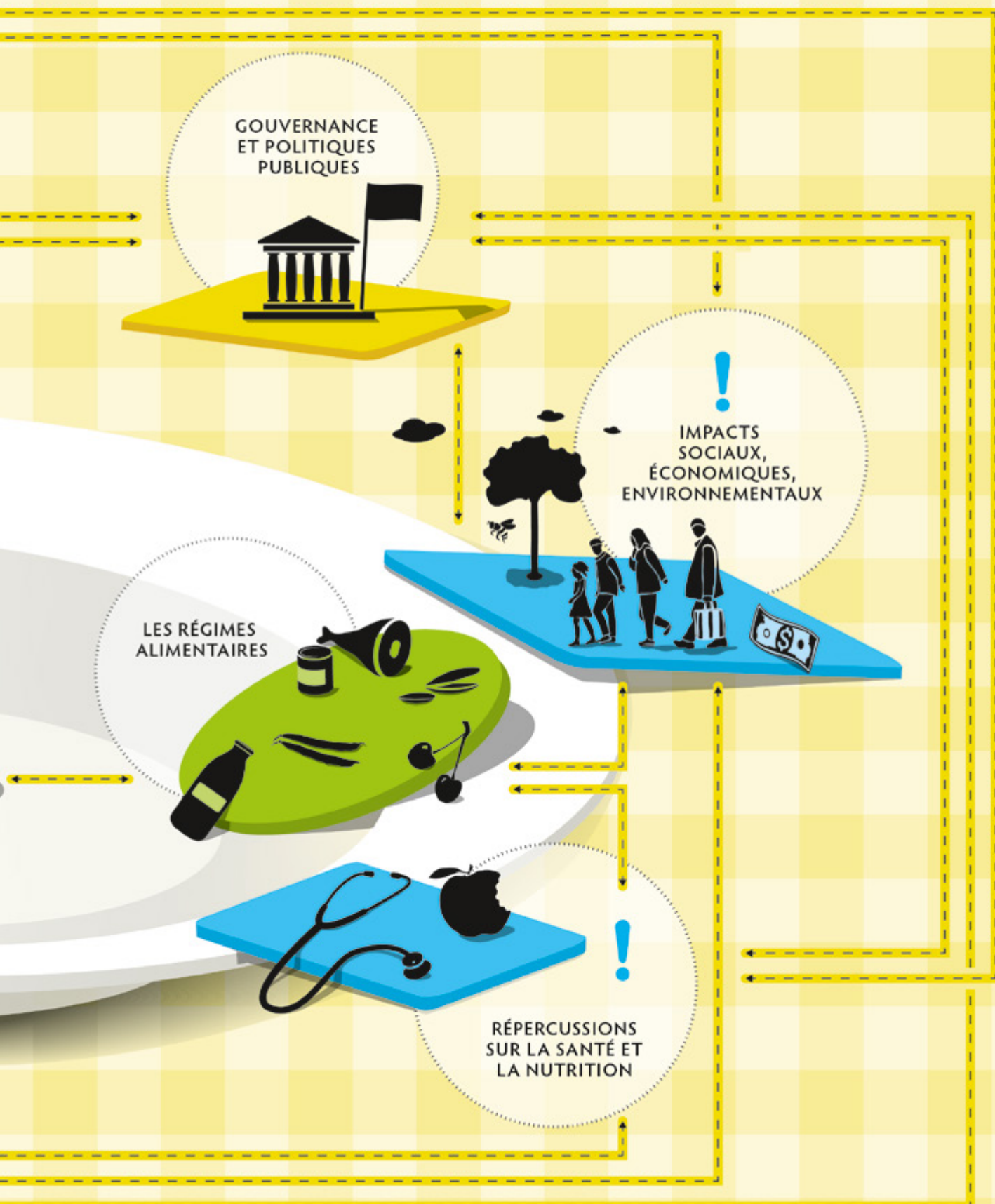
- | Choisir où et quoi acheter, préparer, conserver et manger |
- | Être informé sur l'impact de ses choix |

SYSTÈMES DE SUPPORT DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

- | écosystème | de santé | sociaux économiques |
- | énergétiques |



alimentaire





Les régimes alimentaires

Les régimes alimentaires découlent logiquement des comportements des consommateurs, qui définissent les régimes alimentaires en termes de quantité, de qualité, de diversité, de sécurité et d'adéquation aux besoins. Les régimes alimentaires sont le lien entre les systèmes alimentaires, la santé et la nutrition.

Impacts et influences



Répercussions et impacts

Les régimes alimentaires, eux-mêmes influencés par les trois autres sous-systèmes (chaînes d'approvisionnement, environnement alimentaire, comportements des consommateurs), ont des répercussions sur la nutrition et la santé des consommateurs mais également des impacts plus larges au niveau social (par exemple, faible revenu des agricultrices et agriculteurs), environnemental (par exemple, perte de biodiversité) et économique (par exemple, dépendance aux importations), qui affectent le système alimentaire et d'autres systèmes (notamment les écosystèmes, les systèmes de santé et les systèmes économiques).



Facteurs déterminants

De nombreux facteurs influencent le fonctionnement des systèmes alimentaires à grande échelle, ces facteurs peuvent être des conséquences issues en partie des systèmes alimentaires (par exemple la dégradation accélérée des ressources naturelles), il peut également s'agir de tendances larges qui ont une influence sur les systèmes alimentaires (par exemple, l'augmentation démographique). Ces facteurs interagissent de manière complexe et incertaine avec les systèmes alimentaires. Ils sont souvent regroupés en six grandes catégories (voir page 15).



Gouvernance et politiques publiques

Les politiques publiques et les mécanismes de gouvernance de tous les niveaux influencent l'ensemble des éléments des systèmes alimentaires. Certaines politiques visant à réguler une composante du système ont des effets indésirables sur d'autres pans du système, c'est la raison pour laquelle est invoquée la nécessité de définir des politiques publiques pensées en termes de système alimentaire.

Une transformation radicale

De plus en plus d'acteurs demandent une transformation du système alimentaire et insistent sur la nécessité d'une transformation radicale. Mais qu'entend-on exactement par-là?

Il est assez récent que ce terme apparaisse dans des rapports d'experts internationaux. L'une des principales recommandations du dernier rapport du Haut Panel d'Experts du Comité de la Sécurité alimentaire mondiale est de promouvoir une transformation radicale des

systèmes alimentaires dans leur ensemble en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et d'atteindre les ODD¹². Selon ce rapport, des systèmes alimentaires radicalement transformés doivent non seulement fournir une alimentation suffisante mais ils doivent aussi donner du pouvoir et des conditions de vie décentes à tous les participants du système, soutenir des circuits de production et de distribution résilients et régénératifs et fournir un accès à une alimentation saine et nutritionnelle pour tous.

Trois types de mesures sont recommandés par le HLPE

Des mesures plus fortes pour faire respecter le droit à l'alimentation et les autres droits humains

Cela ne passera pas uniquement par de meilleurs programmes de protection sociale pour les plus vulnérables mais aussi par le développement de la capacité d'action, de l'agentivité¹³. L'agentivité est « la capacité des individus ou des groupes à agir de manière indépendante pour choisir la nourriture qu'ils mangent, qu'ils produisent, la façon dont elle est produite, transformée et distribuée, et à s'engager dans des processus politiques qui déterminent les systèmes alimentaires »¹⁴. De nombreux acteurs des systèmes alimentaires, notamment les agricultrices et agriculteurs de petite échelle, les peuples indigènes et d'autres groupes vulnérables font face à de lourdes inégalités dans l'accès aux ressources et manquent d'agentivité pour participer à la définition des systèmes alimentaires. Un système alimentaire radicalement transformé instaure donc un cadre légal et institutionnel qui garantit l'accès aux ressources et émancipe tous les citoyens afin qu'ils aient les capacités de participer à la définition de ces systèmes. Renforcer la recherche-action participative, les services de vulgarisation agricole participatifs et la voix des agricultrices et travailleuses dans les plateformes de décision sont des pas dans cette direction.

Des pratiques alimentaires plus durables et plus économes en ressources

De la production à la distribution, un système alimentaire radicalement transformé ne met plus seulement l'accent sur les quantités produites mais également sur les impacts des modes de production. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire doivent être amenées à incorporer l'ensemble des externalités, positives et négatives, de leurs pratiques. Des considérations environnementales, de changement climatique et de santé doivent être intégrées à toutes les étapes des chaînes d'approvisionnement.

Les initiatives agroécologiques sont de bons exemples de transformation radicale des systèmes alimentaires dans leur ensemble.

Des productions alimentaires et des circuits de distribution plus diversifiés

Diversifier et distribuer la propriété et le contrôle des systèmes alimentaires est vital pour renforcer leur résilience. Les politiques qui soutiennent le développement de marchés territoriaux sont importantes car ces marchés peuvent dynamiser la production locale et rendre les systèmes alimentaires plus stables, plus équitables et plus participatifs (à contrario des chaînes d'approvisionnement et points de distribution concentrés et dominés par de puissantes industries transnationales).

L'agroécologie, au cœur de la transformation des systèmes alimentaires ?

Le HLPE souligne que « les initiatives agroécologiques sont de bons exemples de transformation radicale des systèmes alimentaires dans leur ensemble. Les approches agroécologiques mettent l'accent sur le droit à l'alimentation et sur l'"agentivité" de l'ensemble des participants aux systèmes alimentaires (notamment des groupes vulnérables et des femmes), elles promeuvent des pratiques régénératives et insistent sur la diversité et la résilience dans l'ensemble du système alimentaire »¹⁵. L'agroécologie n'est cependant pas une solution « clé en main » mais plutôt un ensemble de principes qui permettent de guider la transformation des systèmes alimentaires, en tenant compte de la spécificité de chaque contexte.

¹² HLPE, 2020.

¹³ Traduction du terme anglais « agency ».

¹⁴ HLPE, 2020.

¹⁵ HLPE, 2020.

Un début de changement politique

L'agenda de transformation défendu par les experts du HLPE demanderait des changements fondamentaux de priorités politiques ainsi qu'une redéfinition des rôles du secteur public, du secteur privé et de la société civile dans la gouvernance des systèmes alimentaires, à tous les niveaux. Mais y a-t-il une impulsion politique pour s'engager dans cette direction ?

Au niveau international, une grande première aura lieu en 2021 avec le Sommet sur les Systèmes alimentaires. Cette initiative des Nations unies vise à intégrer les avantages d'une approche de l'alimentation par les systèmes alimentaires, pour lutter contre les différents dysfonctionnements actuels. Ce sommet ambitionne d'obtenir des engagements mondiaux

Des inquiétudes se dessinent d'ores et déjà sur les ambitions transformatrices de ce sommet.

pour transformer les systèmes alimentaires et ainsi résoudre non seulement la faim, mais aussi guérir la planète. Il rassemblera des dirigeants de toutes les régions du monde et provenant de différents secteurs. Héritière des précédents sommets sur l'alimentation mondiale, cette rencontre est de bon augure et pourrait être un tremplin pour accélérer la création de systèmes alimentaires plus inclusifs et plus durables. Cependant, des inquiétudes se dessinent d'ores et déjà sur les ambitions transformatrices de ce sommet. En effet, le partenariat stratégique de l'ONU avec le Forum économique mondial (FEM) ainsi que la nomination d'Agnès Kalibata en tant qu'Envoyée spéciale de l'ONU pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, alors que cette dernière est présidente de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA), présentent d'évidents conflits d'intérêts au regard de l'objectif annoncé par le sommet. D'une part, l'accord avec le FEM donnera un poids important aux entreprises transnationales, dont certaines sont à l'origine ou ont aggravé les crises

que nous connaissons actuellement. D'autre part, la nomination de la présidente d'AGRA donne résolument un ton de pro-« *business as usual* » à ce sommet. En effet, l'AGRA, dont les accointances avec les intérêts agro-industriels sont régulièrement dénoncées, s'est donné pour principal objectif de moderniser l'agriculture africaine afin d'augmenter son rendement et par ce biais les revenus des agriculteurs, en se reposant sur une combinaison de semences améliorées et d'OGM, d'engrais azotés, de pesticides de synthèse et d'accès financier facilité. Ces objectifs, qui ont d'ailleurs largement échoué selon une étude récente¹⁶, sont en contradiction avec les réflexions sur les systèmes alimentaires, qui invitent à dépasser une vision basée uniquement sur l'augmentation de la productivité agricole et à considérer des éléments de durabilité à tous les échelons des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Espérons tout de même que cette rencontre intégrera à leur juste place les représentants des agricultures familiales et des personnes les plus touchées par la malnutrition et qu'elle permettra de dynamiser l'engagement mondial des différents acteurs pour faire évoluer les systèmes alimentaires.

Une autre initiative politique intéressante à mentionner est la nouvelle stratégie de la Commission européenne « *De la fourche à la fourchette* ». Elle aborde l'alimentation de manière systémique et vise à améliorer la durabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire européennes. Cette ambition entre cependant déjà en friction avec les puissants portefeuilles européens que sont la Politique agricole commune et la Politique commerciale. À l'heure actuelle, on peine à voir comment cette stratégie pourra s'articuler avec ces deux importantes politiques européennes, ce qui risque de créer de grandes incohérences.

Par ces deux exemples, on voit donc que la nécessaire vision systémique de l'alimentation commence à être transposée dans l'agenda politique, mais que la transformation radicale vers des systèmes alimentaires durables sera un long chemin parsemé d'embûches. Chemin qui, au-delà des considérations techniques et conceptuelles qu'impose une vision systémique, est avant tout un arbitrage politique : jusqu'où sommes-nous prêts à bouleverser les priorités politiques et les intérêts en place pour faire respecter le droit à l'alimentation et préserver les écosystèmes ? ◆

¹⁶ Wise, 2020, *Failing Africa's Farmers: An Impact Assessment of the Alliance for a Green Revolution in Africa*, Global Development and Environment Institute, Tufts University.

Les systèmes alimentaires sont soumis à certains facteurs déterminants qui en affectent le fonctionnement, souvent avec des incertitudes et des conséquences imprévues. Le Haut Panel d'Experts du Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale (HLPE) a identifié, dans son dernier rapport, une série de tendances qui ont une influence fondamentale sur les systèmes alimentaires. Il est important d'être conscient que ces tendances évoluent constamment et interagissent les unes avec les autres de manière complexe.

Les facteurs déterminants



Facteurs biophysiques et environnementaux

Les changements climatiques impactent particulièrement le secteur de l'agriculture en raison de sa dépendance aux ressources naturelles et aux conditions météorologiques. Mais l'agricul-

À mesure que la diversité des cultures diminue, les agroécosystèmes deviennent moins résistants aux stress tels que le changement climatique, les agents pathogènes et autres ravageurs.

ture n'en est pas seulement victime : elle en est aussi une des principales causes. En effet, l'agriculture est le deuxième secteur économique le plus émetteur de gaz à effet de serre.

La dégradation accélérée des ressources naturelles qui s'observe dans la perte de biodiversité, la pénurie d'eau douce, la déforestation, la dégradation des terres, la perte de fertilité des sols et leur pollution, est en grande partie liée à l'expansion des activités agricoles. Par exemple, l'agriculture utilise des quantités d'eau très importantes. Elle est responsable, en moyenne, de 70% des prélèvements d'eau douce. Une autre illustration de cette dégradation des ressources naturelle est la perte de 75% de la diversité des cultures au cours du 20^e siècle. Aujourd'hui, trois céréales représentent plus de 40% de l'approvisionnement mondial en calories alimentaires. « À mesure que la diversité des cultures diminue, les agroécosystèmes deviennent moins résistants aux stress tels que le changement climatique, les agents pathogènes et autres ravageurs¹ ».

Il ressort de ce stress sur l'environnement deux autres tendances observables : l'émergence de maladies et la croissance des populations de ravageurs.



Facteurs liés à l'innovation, à la technologie et aux infrastructures



Soutien croissant à l'innovation
dans les méthodes de production
agricole durable



Nouvelles technologies
de sélection végétale (OGM etc)



Faiblesses des infrastructures
de manutention et de
stockage après-récolte

Facteurs démographiques



Changement de la population
et urbanisation



Déclin de l'intérêt des jeunes
pour l'agriculture



Facteurs biophysiques et environnementaux



Changements climatiques



Dégradation accélérée
des ressources naturelles



Dangers alimentaires
et maladies émergentes



Croissance des ravageurs



Facteurs socioculturels



Persistence des inégalités



Lente progression
de l'autonomisation des femmes

Les facteurs déterminants du système alimentaire

Facteurs économiques et liés aux marchés



Expansion et disruption
des marchés alimentaires et agricoles



Concentration croissante dans les chaînes
d'approvisionnement agroalimentaire



Financiarisation
du système alimentaire



Situation économique
mondiale fragile et incertaine



Évolution du bilan de la demande entre
alimentation humaine/alimentation
animale/carburant



Accès limité aux terres, aux ressources
et aux marchés pour les petits agriculteurs



Facteurs politiques et institutionnels



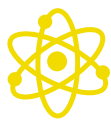
Gouvernance de la sécurité alimentaire
faible et fragmentée



Réduction des investissements
du secteur public dans l'agriculture



Troubles civils et conflits



Facteurs liés à l'innovation, à la technologie et aux infrastructures

« Une prise de conscience accrue de la relation entre l'agriculture et les systèmes écologiques a conduit à un soutien croissant à l'innovation pour des modes de production agricole durables. Bien qu'il y ait un large consensus sur la nécessité de pratiques agricoles plus durables, il y a désaccord sur les innovations les plus prometteuses pour y parvenir »². Si de plus en plus d'acteurs des systèmes alimentaires soutiennent une approche agroécologique, d'autres intervenants préconisent le recours à une digitalisation plus importante.

Les nouvelles technologies de sélection végétale ont entraîné une augmentation considérable des semis de cultures OGM. Alors qu'historiquement ces cultures se trouvaient majoritairement dans les pays du Nord, on observe un changement de répartition avec plus de la moitié de la superficie cultivée actuelle d'OGM dans des pays du Sud.

Malgré les avancées technologiques, il reste de larges faiblesses au niveau des infrastructures de manutention et de stockage après-récolte. Cela entraîne des pertes qui affectent la disponibilité alimentaire de manière importante pour les petits agriculteurs.



Facteurs économiques et liés aux marchés

La mondialisation a entraîné un allongement considérable des chaînes d'approvisionnement alimentaire, éloignant davantage les consommateurs des producteurs. Cette évolution rapide des systèmes alimentaires s'est traduite par une expansion des marchés alimentaires et agricoles. Environ 20 à 25% de la production alimentaire sont échangés sur les marchés internationaux. Un nombre croissant de personnes dépend de ces marchés pour sa sécurité alimentaire.

La concentration croissante dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire a per-

mis aux grandes entreprises de l'agro-industrie d'acquérir de plus en plus de pouvoir et d'influence au sein des systèmes alimentaires, au détriment des autres acteurs.

De plus, au cours des dernières décennies, une part importante de la production agricole et de l'utilisation des terres des activités liées à l'alimentation humaine s'est tournée vers l'alimentation animale et les biocarburants. L'évolution de la demande entre alimentation humaine, alimentation animale et carburant a des implications importantes pour la sécurité alimentaire, la déforestation et l'utilisation des terres et l'environnement. Cette évolution a entraîné une augmentation de la consommation de produits carnés, déplaçant ainsi l'utilisation des céréales de la consommation humaine directe à la consommation indirecte

Les petites exploitations de moins de 2 hectares représentent environ 84% de toutes les exploitations, mais n'occupent que 12% des terres agricoles disponibles dans le monde.

via les animaux. En 2010, environ 34% de la production céréalière mondiale étaient destinés à l'alimentation animale.

Bien que constituant la grande majorité des exploitations agricoles dans le monde, les producteurs des petites exploitations sont le plus souvent ceux qui manquent d'accès aux ressources agricoles, notamment la terre, les intrants et les marchés. Les petites exploitations de moins de 2 hectares représentent environ 84% de toutes les exploitations, mais n'occupent que 12% des terres agricoles disponibles dans le monde.

L'urbanisation contribue également à **changer les régimes alimentaires**. L'exode rural et les modes de vie urbains vont de pair avec une demande accrue d'aliments faciles à préparer et transformés.

Au regard de ces difficultés dans l'accès aux ressources, il reste difficile pour les petits producteurs d'adapter leur modèle de production pour le rendre plus durable.



Facteurs politiques et institutionnels

Alors que les États ont eu tendance à réduire leur rôle dans la gouvernance de la sécurité alimentaire, d'autres voix venant du secteur privé et de la société civile se sont fait entendre. De nombreuses initiatives internationales ont émergé, créant de facto une concurrence au Comité pour la Sécurité Alimentaire mondiale dans la gouvernance de la sécurité alimentaire. Cette gouvernance fragmentée empêche la mise en œuvre à grande échelle de nombreuses recommandations et directives politiques.

Les acteurs du secteur privé font également régulièrement pression sur les gouvernements afin d'influencer les exigences réglementaires dans tous les systèmes alimentaires, de l'enregistrement des semences et des produits agrochimiques, aux réglementations en matière de sécurité alimentaire, en passant par la politique commerciale agricole et l'étiquetage des denrées alimentaires.

D'autre part, une réduction des investissements du secteur public dans l'agriculture est observée dans toutes les régions du monde depuis les années 80.



Facteurs socioculturels

Les inégalités persistantes dans l'accès aux ressources agricoles et des revenus sont liées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Elles sont particulièrement problématiques pour les populations agricoles rurales. Des taux élevés d'inégalité affectent également la résilience des communautés à résister aux chocs tels que les catastrophes liées au climat et les augmentations des prix des denrées alimentaires.

Bien qu'elles jouent un rôle central à toutes les étapes des systèmes alimentaires, le travail effectué par les femmes n'est pas suffisamment reconnu ou adéquatement soutenu par les politiques publiques. La progression de l'autonomisation des femmes reste très lente.



Facteurs démographiques

Les changements démographiques affectent les modèles de production et consommation alimentaires. En 2050, on estime que la population mondiale totale atteindra environ 9,7 milliards de personnes. Cette croissance de la population devrait contribuer à maintenir à la hausse la demande alimentaire. Néanmoins, l'ampleur de cette augmentation dépendra de l'évolution des choix de consommation alimentaire mais aussi de notre capacité à réduire les pertes et le gaspillage.

L'urbanisation contribue également à changer les régimes alimentaires. L'exode rural et les modes de vie urbains vont de pair avec une demande accrue d'aliments faciles à préparer et transformés. L'augmentation de la consommation de produits alimentaires de ce type a des conséquences importantes sur la santé des populations et les systèmes qui y sont liés.

Malgré un discours sur le manque d'intérêt des jeunes pour l'agriculture et l'emploi agricole, des études récentes estiment que l'âge moyen des agriculteurs dans les pays à faible revenu est en baisse contrairement aux régions à revenu élevé comme le Japon, l'Europe et l'Amérique du Nord où les populations rurales sont vieillissantes. Ceci laisse à penser que le travail agricole reste une opportunité pour les jeunes ruraux. ◆

Notes

¹ IPBES, 2019

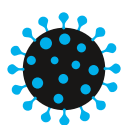
² HLPE, 2020.

| INTERVIEWS |

Comment évaluer le système alimentaire mondial en 2020 ? Le Baromètre des Agricultures familiales a interviewé une série de personnalités de premier plan afin de réaliser cette évaluation. Toutes ont donné une mauvaise note (insuffisante ou nettement insuffisante) pour cette année.

Une résilience alimentaire insuffisante

Les questions qui leur ont été posées sont les suivantes :



Que révèlent les événements de 2020, dominés par la pandémie du Covid-19, sur les futurs possibles des systèmes alimentaires ?



Quels sont les points forts et les points faibles des systèmes alimentaires actuels ?



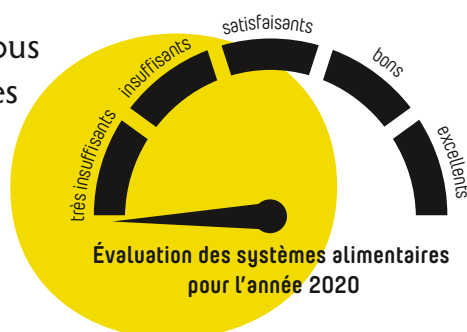
Quels changements importants permettraient de garantir, dans les années à venir, la sécurité alimentaire mondiale ?



Une option serait-elle de modifier la gouvernance des systèmes alimentaires ? À quel niveau ?

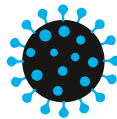


Comment évalueriez-vous les systèmes alimentaires pour l'année 2020 ?





L'Éthiopien Million Belay est coordinateur de l'Afsa, l'Alliance pour la Souveraineté alimentaire en Afrique [Alliance for Food Sovereignty in Africa]. Il est membre du panel Ipes-Food. Il a également participé à la création du Réseau pour la biodiversité en Afrique (ABN).



En Afrique, la crise du COVID-19 révèle à quel point les populations sont vulnérables. De fait, la crise met en lumière la faiblesse des mécanismes de protection sociale, l'insuffisance des systèmes d'aide alimentaire d'urgence et la négligence politique à l'égard des marchés informels, pourtant très importants en Afrique. Les parties les plus marginalisées de la société (les populations indigènes, les habitants des bidonvilles, les travailleurs, les femmes) sont sans surprise les plus exposées. Et la crise du COVID-19 a rendu manifeste la charge additionnelle qui pèse sur les femmes, contraintes d'endosser la

responsabilité du soin des malades, de l'assistance des invalides et de l'approvisionnement des familles, alors que simultanément, les violences domestiques commises à leur égard se multiplient pendant le confinement.

À l'échelle globale, la crise du COVID-19 aura démontré la vulnérabilité du commerce alimentaire international. Les échanges ont vite été perturbés sous l'effet des stratégies d'urgence mises en place par les différents États pour garantir la sécurité alimentaire de leur propre population. De même, les causes profondes de la crise sont elles-mêmes très parlantes, dans la mesure où la dégradation de l'environnement et l'expansion de l'élevage intensif sont pointés comme deux facteurs majeurs de l'augmentation des risques sanitaires.

Le contexte actuel constitue une opportunité pour changer énormément de choses. Tout d'abord, la crise du COVID-19 est une occasion pour prendre des mesures de protection à l'égard des plus vulnérables et pour replacer les marchés informels au centre de l'attention politique. Ensuite, les perturbations commerciales ont démontré qu'il est nécessaire de renforcer les systèmes alimentaires locaux et nationaux et de remettre l'idée de souveraineté alimentaire au cœur du débat. Plus que jamais, la construction de systèmes agroécologiques apparaît comme la marche à suivre. Les producteurs dépendants d'intrants importés (semences, engrais, pesticides) se sont en effet révélés profondément vulnérables. L'agroécologie, en revanche, offre aux agriculteurs une plus grande résilience face aux crises.

L'agroécologie offre
une plus grande résilience
face aux crises.

Les circonstances d'aujourd'hui démontrent aussi l'importance de la société civile, qui joue un rôle fondamental face à l'impact de la crise. Les gouvernements doivent donc entendre ce signal et renforcer l'assise économique de cette société civile. Enfin, plus globalement, le contexte actuel constitue une occasion pour reforcer la gouvernance du système alimentaire mondial.

Une série de signes me permettent de rester optimiste :

➤ Plusieurs nouveaux programmes politiques, comme la stratégie « *Farm to Fork* » en Europe, le Green New Deal européen ou celui qui est proposé aux États-Unis, vont globalement dans la bonne direction – même si des ajustements sont souhaitables.

➤ Les pays ouest-africains soutiennent de plus en plus l'agroécologie et les recherches consacrées à ce mode de production se multiplient. Les exploitations agroécologiques se développent et démontrent que le système fonctionne. Cela me donne de l'espoir.

➤ Les mouvements sociaux prennent de l'ampleur autour de la question climatique, dans le sillage de ce qu'on peut appeler « l'effet Greta ». Ces mouvements offrent une opportunité pour mettre en avant les enjeux alimentaires dans le débat, car le lien entre le dysfonctionnement des systèmes alimentaires et le réchauffement climatique est de plus en plus évident.

➤ L'approche systémique triomphe progressivement dans la réflexion sur les enjeux alimentaires. Avant, les gens parlaient d'agriculture, de chaînes de valeur, de consommation. Maintenant, ils comprennent que tout est interdépendant et que le système alimentaire doit être appréhendé comme un tout.

➤ De plus en plus de rapports très solides sont produits (par exemple : par le panel IPES-Food, par Le Haut Panel d'Experts du Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale) et exposent clairement les faiblesses de nos systèmes alimentaires actuels.

➤ De plus en plus de segments de la société se rallient à l'idée de transition alimentaire.

➤ Le monde des affaires réalise, d'une certaine manière, qu'il fait face à un mur et que des pratiques plus durables doivent être mises en place.

➤ La conscience des enjeux alimentaires s'accroît chez les consommateurs. De plus en plus, les gens réfléchissent à ce qu'il est bon de consommer ou non.



Certains progrès techniques peuvent être vus comme une force des systèmes alimentaires actuels. Des dispositifs permettent aujourd'hui de produire plus de nourriture, de conserver les aliments pendant de longues périodes et de réduire drastiquement les risques de maladies d'origine alimentaire.

Mais en dépit de ces avancées techniques, les systèmes alimentaires restent profondément déficients sur différents aspects. Premièrement, leur fonctionnement produit un impact dévastateur sur la santé : l'obésité s'accroît, le nombre de personnes sous-alimentées augmente et les modes de production stimulent la diffusion de maladies contagieuses, comme le COVID-19. Deuxièmement, l'impact environnemental est énorme, car le système provoque des émissions de gaz à effet de serre, une dégradation des sols et des pollutions en tout genre. Troisièmement, les droits humains sont méprisés. La crise sanitaire l'a démontré pour les travailleurs agricoles et alimentaires. Enfin, quatrièmement, l'évolution des systèmes alimentaires produit une véritable érosion de la culture traditionnelle. Les gens s'accoutument à consommer du fast-food, tandis que les productions locales et les savoirs agricoles traditionnels sont de plus en plus dépréciés. Cette destruction culturelle est clairement encouragée par le discours politique dominant, qui est influencé par de puissants acteurs économiques. Les producteurs s'entendent répéter qu'ils sont incapables de produire suffisamment de nourriture sans l'aide de l'agrobusiness, sans utiliser des intrants chimiques ou des semences hybrides.



Selon moi, la priorité est de corriger le modèle de gouvernance qui régit les systèmes alimentaires.

À l'échelle mondiale, une réorganisation est nécessaire. Les grands acteurs économiques multinationaux, le Forum économique mondial et les autres structures privées s'approprient progressivement l'espace politique international. Ces acteurs occuperont par exemple une

La situation est clairement alarmante.

place majeure au Sommet international sur les systèmes alimentaires qui sera organisé en 2021 par les Nations unies. Le Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale (CSA) de la FAO est le seul organe au sein des Nations unies où les organisations de la société civile participent activement. Mais ce droit de participation est de plus en plus menacé. Or, il est impératif de renforcer ce type d'espace et de limiter simultanément l'emprise politique qu'exercent les multinationales.

À l'échelle du continent africain, nous essayons de construire une politique alimentaire africaine cohérente, d'ampleur régionale et couvrant l'ensemble des aspects des systèmes alimentaires. Actuellement, les différentes politiques (commerciales, environnementales, agricoles) ne sont pas coordonnées. Une politique cohérente doit être mise sur pied et, pour encourager les gouvernements dans cette voie, la base de la société doit se mobiliser. Avec l'accord de la FAO, de l'Union africaine et du Programme alimentaire mondial en Afrique, l'AFSA (Alliance for Food Sovereignty in Africa) coordonne une étude destinée à analyser l'ensemble des politiques alimentaires nationales menées en Afrique. Cette étude permettra, nous l'espérons, d'émettre des recommandations claires pour construire une politique cohérente à l'échelle du continent. L'approche qui est visée pour élaborer ces recommandations est une approche de type bottom-up : la base de la société est directement concertée. C'est une première dans toute l'histoire de l'élaboration des politiques africaines !

Enfin, une sérieuse attention doit aussi être accordée au niveau local. Par exemple, il est intéressant de voir que l'une des recommandations de l'Accord UE-Afrique sur l'agriculture concerne le renforcement des marchés territoriaux. Cette idée entretient des liens avec le principe de souveraineté alimentaire. Mais elle ne va pas aussi loin : l'approche des « marchés territoriaux » se soucie seulement de revitaliser l'économie rurale en stimulant le développement commercial des campagnes et des petites

villes. L'approche de la souveraineté alimentaire, quant à elle, touche aux questions des droits fondamentaux, de l'accès aux ressources, de la dimension culturelle des systèmes alimentaires et de leur impact sur l'environnement. J'aime l'idée de territorialisation des marchés, mais je pense qu'il faut évaluer consciencieusement la mesure dans laquelle elle entre véritablement en phase avec les objectifs de la souveraineté alimentaire.

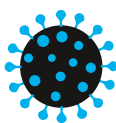


J'évaluerais les systèmes alimentaires mondiaux actuels comme très insuffisants. Le fonctionnement de ces systèmes nuit à la santé des populations, détruit l'environnement, empiète sur les droits humains et érode les cultures traditionnelles locales. Ce constat est valable en Afrique, mais j'ai été choqué de constater la gravité de la situation en Europe en lisant le dernier rapport que le panel d'experts IPES-Food a consacré à l'impact des systèmes alimentaires européens sur l'environnement, la société et les droits humains. En Afrique comme en Europe, la situation est clairement alarmante. Pas dans la même mesure, certes. Mais les deux continents sont confrontés aux mêmes types d'enjeux globaux (si l'on fait exception, du moins, des problèmes de malnutrition qui s'y traduisent très différemment).





Jennifer Clapp est une économiste politique canadienne. Elle est professeur à l'Université de Waterloo (Ontario, Canada) et titulaire d'une chaire de recherche sur la sécurité alimentaire mondiale.



La pandémie a levé le voile sur les fragilités du système alimentaire mondial. Les perturbations que les politiques de confinement ont provoquées dans les chaînes d'approvisionnement au niveau mondial le démontrent clairement : d'une part, un risque pèse sur les moyens de subsistance des centaines de millions de petits producteurs qui se sont spécialisés au cours de ces dernières décennies dans des productions destinées aux marchés d'exportation, mais qui voient aujourd'hui leurs commandes annulées et leurs denrées vouées au gaspillage. D'autre

emploi. Ce sont là deux conséquences dramatiques de la crise actuelle, qui prouvent à l'évidence qu'il est nécessaire de repenser l'organisation des systèmes alimentaires pour aller de l'avant.

La crise du Covid-19 incite les gens à envisager d'autres manières d'organiser nos systèmes alimentaires pour pallier les déficiences que la pandémie a permis de révéler. Une grande énergie se manifeste actuellement autour de l'idée qu'il est nécessaire de « mieux reconstruire » nos systèmes alimentaires et qu'il est nécessaire de les rendre plus résilients. Il s'agit de les rendre plus résilients non seulement vis-à-vis d'événements majeurs comme les pandémies, mais aussi face aux risques et aux incertitudes liés au pouvoir croissant des firmes agro-alimentaires et au fait que de nombreux pays dépendent excessivement des marchés mondiaux en termes d'importations alimentaires et d'exportations agricoles.

Il est impératif d'élargir notre définition de la sécurité alimentaire.

part, une menace pèse également sur les travailleurs sous-payés du secteur alimentaire (les migrants qui travaillent dans les champs, les travailleurs de l'industrie alimentaire, les employés de la distribution). Ils sont parmi les premiers à ressentir l'impact du virus car, en plus du risque sanitaire, ils encourent le risque de perdre leur

Une force du système alimentaire mondial actuel est qu'il permet aux pays qui sont incapables de produire assez d'aliments pour leur consommation domestique d'en acquérir sur les marchés mondiaux. En cas de nécessité, le commerce alimentaire peut donc pallier ce type de déficit. Mais cette force peut aussi de-



venir une faiblesse lorsque les pays tendent à se reposer de manière excessive sur les marchés mondiaux, à se spécialiser dans des productions destinées à l'exportation et à développer une dépendance à l'égard des importations alimentaires – comme ils ont été encouragés à le faire au cours de ces dernières décennies. Car lorsque des perturbations commerciales surviennent, comme nous le voyons maintenant dans le contexte de la pandémie, les pays qui se sont spécialisés dans des cultures de produits spécifiques, périssables et non stockables se retrouvent perdants. Une autre faiblesse réside ensuite dans le fait que le système alimentaire mondial actuel s'appuie très largement, à tous ses échelons, sur une main d'œuvre faiblement rémunérée. Certes, le fait de sous-payer les travailleurs permet de produire une nourriture « bon marché ». Mais cette pratique a des conséquences que nous observons très clairement dans le contexte de la pandémie du Covid-19, où les travailleurs agricoles immigrés, les employés d'abattoirs et les salariés de la distribution figurent parmi les premières victimes.



De nombreux changements sont nécessaires pour espérer pouvoir atteindre un état de sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Une grande partie de ces changements sont mis en avant dans un rapport récent du Haut Panel d'Experts du Comité de la Sécurité alimentaire mondiale des Nations unies dont je suis l'une des auteurs. Nous argumentons tout d'abord dans ce rapport qu'il est impératif d'élargir notre définition de la « sécurité alimentaire » et d'y inclure les dimensions d'agentivité (voir page 13) et de durabilité, en plus des piliers traditionnels que sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Nous pointons ensuite une série d'évolutions politiques indispensables pour progresser vers un état de sécurité alimentaire et construire des systèmes alimentaires plus durables.

Premièrement, il est nécessaire de passer d'une approche politique focalisée sur la production à une approche qui vise une transformation radicale de tous les maillons de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation. Cette transformation radicale – qui passe par

exemple par une réduction du pouvoir de marché des firmes et de l'agrobusiness, par un renforcement de l'autonomie des populations, par la promotion du droit à l'alimentation, par l'encouragement de pratiques agricoles plus régénératives – est nécessaire si nous voulons construire des systèmes alimentaires plus résilients et plus efficaces dans tous les aspects qu'implique la notion de « sécurité alimentaire ».

Deuxièmement, il est nécessaire d'abandonner l'approche strictement sectorielle des systèmes alimentaires pour adopter une perspective plus large qui tiendrait compte de l'interconnexion entre les systèmes alimentaires et les autres systèmes, comme les écosystèmes, les systèmes économiques et les systèmes de santé. En effet, ces autres systèmes ont un impact direct sur les dynamiques du système alimentaire et vice-versa. Nous devons donc mieux coordonner les différents systèmes et les différents secteurs pour nous assurer que le système alimentaire fonctionne bien comme nous le souhaitons.

Troisièmement, il est impératif d'orienter les politiques par une approche qui tienne compte de toute la complexité des défis posés par la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire n'implique pas uniquement les enjeux « traditionnels » de la faim et de la sous-alimentation, mais aussi ceux des carences en micronutriments, du surpoids et de l'obésité. Toutes ces formes de malnutrition peuvent affecter les mêmes populations, au même moment. Une approche nuancée est donc requise pour les traiter de manière effective. Enfin, les politiques doivent être adaptées à chaque contexte spécifique et prendre en compte les dynamiques et les savoirs locaux : une approche trop générale serait vouée à l'échec.

Mais aucun de ces changements politiques n'est à lui seul suffisant : ils doivent tous être menés conjointement au sein d'un cadre politique cohérent pour pouvoir garantir la sécurité alimentaire de tous. Un bon exemple d'approche qui s'appuie sur ces différents changements est l'approche qui promeut l'application des principes de l'agroécologie dans les systèmes alimentaires.

En effet, cette approche appelle à des pratiques agricoles et alimentaires régénératives et durables, elle promeut le principe d'agentivité et les droits des acteurs les plus marginalisés et vulnérables, dont les petits agriculteurs, elle encourage à renforcer les marchés locaux pour permettre de réduire les chaînes d'ap-

provisionnement et d'accroître la résilience des petits acteurs (producteurs, commerçants) en diversifiant leurs opportunités économiques, et enfin elle favorise la diversité dans le système alimentaire afin de promouvoir un régime nutritif et durable.



Une gouvernance plus efficace est essentielle pour mener les changements politiques que j'ai énoncés ci-dessus. Elle implique: un solide engagement envers la coopération multilatérale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; une plus grande coordination, à tous les niveaux de gouvernance, entre les différents secteurs qui influencent les systèmes alimentaires; et un renforcement de la participation des différentes parties prenantes (surtout celles qui sont les plus vulnérables et les plus marginalisées) aux processus de gouvernance.



Pour l'année 2020, je dirais que les systèmes alimentaires se sont révélés insuffisants face au défi d'assurer la sécurité alimentaire de tous. Même avant le début de la pandémie de Covid-19, plus de 820 millions de personnes souffraient de sous-alimentation chronique et un plus grand nombre encore souffrait d'autres formes de malnutrition. La Banque mondiale estime que jusqu'à 100 millions de personnes pourraient tomber dans l'extrême pauvreté à cause de la récession économique mondiale provoquée par la pandémie. Le Programme alimentaire mondial (PAM), de son côté, considère qu'environ 130 millions de personnes supplémentaires seront menacées de famine d'ici la fin de l'année. Il est donc urgent de transformer les systèmes alimentaires de manière globale et sous de nombreux aspects pour réduire l'insécurité alimentaire dans ces sombres circonstances.

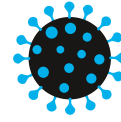
Il faut d'urgence transformer les systèmes alimentaires de manière globale.

Une gouvernance plus efficace des systèmes alimentaires est essentielle.





Alberto Ercilio Broch vit au Brésil. Il est le président de la Confédération des organisations de producteurs familiaux du Mercosur (COPROFAM). Le Mercosur, Marché commun du Sud, est une communauté économique qui regroupe plusieurs pays de l'Amérique du Sud. COPROFAM est composée de neuf organisations paysannes nationales issues de sept pays du Mercosur.



Il faut espérer que les événements de 2020 permettront de valoriser davantage l'agriculture familiale-paysanne et, plus généralement, les systèmes productifs qui favorisent la souveraineté et la sécurité alimentaires. La crise du Covid pourrait par exemple contribuer à une évolution de la commercialisation des produits qui soit favorable à la petite agriculture, car elle a eu tendance (en raison du confinement) à raccourcir les circuits de distribution. On a vu notamment se développer, au Brésil mais aussi ailleurs dans le monde, nombre d'applications permettant aux petits producteurs de vendre directement leurs produits aux consommateurs, une tendance qui pourrait désormais s'accroître et se prolonger après la crise. En tout cas ce sont des initiatives que la Coprofam cherche fortement à encourager avec le concours des pouvoirs publics. Autre évolution positive au Brésil : les achats publics de nourriture auprès des associations de petits producteurs. Ceux-ci ont été drastiquement réduits depuis que Bolsonaro est au pouvoir mais, grâce notamment à l'action d'organisations comme la Coprofam, les budgets alloués à ces achats publics au travers de certains programmes ont pu être revus à la hausse durant la pandémie, du moins dans certaines régions du pays. Restent encore des obstacles administratifs et des résistances de la part de certains responsables locaux qui préfèrent s'approvisionner auprès de grands groupes.

La crise pourrait également, selon les pays et les choix de politiques qui y sont faits, stimuler le développement de systèmes alimentaires mieux à même de lutter contre ce fléau. J'espère en tout cas que l'agriculture familiale au Brésil – malmenée à différents niveaux par le gouvernement Bolsonaro alors qu'elle fournit 70 % des produits alimentaires consommés dans le pays – connaîtra un nouvel élan, mais cela dépendra fortement de toutes les négociations et rapports de force entre la société et les différents niveaux de pouvoir.



Les systèmes alimentaires actuels sont faibles. Avec les 850 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, il faut repenser le système global dévolu à l'agriculture et à l'alimentation. La production est en fait suffisante, mais elle est aux mains d'énormes entreprises qui ne font pas travailler assez de gens dans les pays émergents, ou qui livrent une concurrence déséquilibrée aux petits producteurs, lesquels se retrouvent du coup sans ressources suffisantes pour se nourrir correctement. Encore une fois, il faut vraiment encourager les circuits courts et soutenir (y compris financièrement) les exploitations locales familiales, plutôt que l'agriculture industrielle. Mais force est de constater que, ces dix dernières années, les choses ont peu avancé en ce sens.



La gouvernance est essentiellement aux mains des grandes multinationales. Elle devrait être plus équitablement répartie et émaner aussi des entreprises transformatrices et coopératives locales qui ont surtout pour vocation de faire vivre et de nourrir les populations. In fine, c'est aux États qu'il incombe de modifier cette répartition, au-delà de la pression que peuvent exercer les grands organismes internationaux qui traitent de la question alimentaire. Pour revenir au cas du Brésil, c'est malheureusement l'inverse qui se produit, avec une agro-industrie pour l'instant plus puissante que jamais.



Il faut que des décisions politiques majeures, de portée mondiale soient prises. Des décisions à même de s'opposer à l'activité toujours plus importante de certaines multinationales, parfois plus puissantes que certains gouvernements. Ces décisions pourraient, par exemple, émaner de la FAO et du Comité de sécurité alimentaire mondiale des Nations unies, même s'il reviendrait forcément à chaque pays et gouvernement de les appliquer. En tout cas, laisser les seuls acteurs de l'agro-industrie (guidée uniquement par les seules forces du marché) s'occuper de cette question n'est pas la solution. La question des ressources naturelles est cruciale : aux mains de qui sont-elles ? Qui dispose de l'eau et de la terre ? C'est de là qu'il faut partir pour développer des politiques réellement efficaces de soutien à l'agriculture familiale, paysanne ou indigène.

Le bilan en 2020 est insuffisant si on parle des systèmes alimentaires en général, au niveau mondial. Ils sont trop concentrés et ne permettent pas aux habitants des zones rurales d'assurer décemment leur subsistance d'une activité agricole. Par leur position ultra-dominante sur les marchés, les acteurs de l'agro-industrie imposent aussi à de nombreuses parties du monde ce qu'il est intéressant ou tout simplement viable, pour elles, de produire, ce qui mine la souveraineté alimentaire.





Nicolas Bricas est chercheur, socio-économiste de l'alimentation au CIRAD [Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement]. Il est le titulaire de la Chaire Unesco Alimentations du Monde.



Malgré un très fort bouleversement de l'organisation des sociétés, avec en particulier le confinement et la fermeture des frontières, le système alimentaire a été relativement résilient face à la crise du Covid-19. Nous n'avons pas assisté à de pénurie majeure ni de flambée des prix, que ce soit sur les marchés domestiques ou internationaux. Il y a eu des difficultés, notamment logistiques lorsqu'il y a eu des entraves à la circulation, ainsi qu'au niveau des récoltes, pour les pays faisant habituellement appel à de la main-d'œuvre étrangère. Mais globalement et pour le moment, il n'y a pas de crise de l'offre alimentaire, ni pénurie ni flambée de prix. Mais je pense que la crise alimentaire va venir. Une partie de la population était déjà dans la précarité et cela s'aggrave, pour les intérimaires par exemple ou les gens qui n'ont pas pu compenser leurs pertes d'activité par des filets sociaux. Surtout, une part importante de la population bénéficiait des cantines d'entreprise ou scolaires, mais ces gens ne vont pas nécessairement faire appel aux services de l'aide alimentaire. On a là une précarisation alimentaire mais hors radar social. C'est en ce sens que l'on peut parler de crise alimentaire selon moi. Plus en amont, de nombreux spécialistes nous alertent depuis une dizaine d'années sur les risques d'émergence et de diffusion des pathologies virales. Cette crise est une alerte de plus, sans doute beaucoup plus sérieuse que

les précédentes telles que le SRAS. Mais elle ne va pas changer radicalement la trajectoire de nos systèmes de production agricole, ce qui laisse craindre probablement d'autres crises. Cela révèle aussi le besoin absolu de davantage travailler sur la résilience des systèmes, sur leur capacité à atténuer les effets négatifs des crises. On a là une crise sanitaire, mais on le sait, on sera soumis de plus en plus à une crise climatique très grave, à laquelle s'ajouteront des crises sociales, migratoires, etc. Ce n'est pas parce que le système a été résilient jusqu'à aujourd'hui qu'il ne faut pas le remettre en cause. Il l'est déjà depuis des années pour les dégâts environnementaux, sociaux et sanitaires qu'il engendre, ainsi que pour ses problèmes de gouvernance.

Il y a une prise de conscience générale chez les acteurs politiques et économiques que la planète commence à souffrir sérieusement. Les gens comprennent aussi que l'épidémie n'est pas un hasard, mais est le résultat d'un mode de production et d'une forme de rapport à la Nature. On peut espérer que cette prise de conscience se traduise par une pression politique sur les décideurs pour faire changer de trajectoire le système. Mais on voit en même temps un certain nombre de forces économiques et politiques qui réclament moins d'environnement, au nom de la sauvegarde

de l'économie et des entreprises. Il y a donc aujourd'hui une tension politique qui va s'accroître entre les populations, en particulier les jeunes, qui réclament plus d'attention envers la planète, et les forces économiques, qui veulent elles durer... Ces dernières freinent pour avoir plus de temps pour changer de cap car elles ont bien compris que cela ne pourra pas continuer éternellement.



La principale force du système alimentaire actuel est de produire une nourriture à très faible coût économique, en plus d'avoir été assez résilient dans cette crise. Mais ce faible coût est en même temps sa faiblesse. Ce système ne nous fait pas payer ses coûts environnementaux et sociaux. Il est responsable de 30% des émissions de gaz à effet de serre, de l'effondrement de la biodiversité, de nombreuses maladies (obésité, cardiovasculaires, cancers, etc.). On ne le paie pas directement dans l'aliment mais ailleurs, on l'a vu par exemple avec les nombreuses victimes obèses du Covid-19. Il représente au final un coût colossal pour la société. Il faut souligner que si le système a résisté durant cette crise, c'est parce que tous les travailleurs ont continué de jouer le jeu, et ce en étant très mal rémunérés et en prenant de nombreux risques pour leur santé.



Il faut changer la gouvernance du système et rééquilibrer les rapports de force. Le système alimentaire est aujourd'hui piloté par quelques grands acteurs de l'industrie agro-alimentaire, de l'industrie des semences et des engrais, de la grande distribution, et demain de l'économie numérique. Ces différents acteurs freinent le changement de trajectoire revendiqué par des millions de citoyens, la société civile, les scientifiques, etc. Ils ne voient pas comment ils pourraient survivre dans un changement de direction radical, qui supposerait de se passer de produits chimiques, de cesser d'exploiter des ressources et de polluer, de vendre du gras et

du sucre et des produits ultra transformés aux consommateurs. Ces acteurs ont fait leur richesse et leur puissance grâce à ce système alimentaire industriel. Ils veulent donc survivre et pour cela, cherchent à gagner du temps.



Il faut décentraliser la gouvernance, afin de la rendre plus proche des citoyens. Il faut la remettre au niveau des quartiers, des villes, des villages, des régions, et pas seulement dans les grands accords internationaux, où trop de choses se décident sans tenir compte de la diversité des situations locales. De nouveau, il faut changer l'équilibre des rapports de force, afin d'atténuer le pouvoir des plus puissants et laisser davantage s'exprimer les pionniers qui ont inventé d'autres façons de produire, d'échanger et de se nourrir, aux côtés des scientifiques et de la société civile, et ce également au niveau national dans les ministères de l'agriculture ou au niveau européen dans la Politique agricole commune.



Ma conclusion pour 2020 est que la situation est très insuffisante, pour les raisons que j'ai énoncées plus haut, et malgré le fait qu'ils ont plutôt tenu pendant la crise.





À LIRE
l'interview complète d'Eriah Byaruhanga
sur le site web du Baromètre
<https://barometre-agricultures-familiales.org/>



Eriah Byaruhanga est gestionnaire du programme agriculture et développement des entreprises à JESE (Joint Effort to Save the Environment), une organisation partenaire d'Iles de Paix en Ouganda.

À l'heure actuelle, personne ne peut prédire avec certitude à quoi ressemblera le futur système alimentaire. Mais il est certain que la pandémie de COVID-19 a engendré une période sans précédent et une situation difficile pour tout le monde, y compris les agriculteurs. Il ne fait aucun doute que l'avenir de l'agriculture et des systèmes alimentaires est remis en question et nécessitera des changements radicaux axés sur la production, la consommation et la commercialisation locales.

Le coronavirus met de plus en plus en lumière une grave fragilité sous-jacente qui va bien au-delà de la santé. Cette fragilité découle du fait que nos systèmes de santé, d'énergie, de finances et d'alimentation sont tous inextricablement liés. Nous avons ici une leçon claire à tirer sur la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire qui traversent de multiples frontières. Vulnérabilité au changement climatique et à une foule d'autres risques croisés associés à nos systèmes mondiaux. À mon avis, les moyens de production agroécologiques sont appelés à gagner encore plus d'importance en tant que stratégie visant à renforcer la résilience et les moyens de subsistance durables des communautés.

Le monde doit rapidement concevoir les ajustements à court, moyen et long terme qui doivent être faits pour continuer à soutenir le secteur agricole et la stabilisation des systèmes d'approvisionnement alimentaire. Les pays disposant de peu de sources alimentaires alternatives sont très exposés à l'insécurité alimentaire en raison de la fermeture des frontières, des restrictions de mouvement et des perturbations dans les secteurs du transport maritime et aérien qui ont rendu plus difficile la poursuite de la production alimentaire et le transport des marchandises au niveau international. Ces pays pourraient devoir revoir leurs politiques agricoles et commerciales (...)



J'évalue les systèmes alimentaires mondiaux comme étant insuffisants.

Les moyens de production agroécologique sont appelés à gagner encore plus d'importance.

Sybille Mertens est docteur en sciences économiques. Chargée de cours à HEC-Liège (Université de Liège). Titulaire de la Chaire Cera en Entrepreneuriat social et coopératif.



Laisser sa survie dans les mains des forces du marché n'est pas concevable. Il faut relocaliser à une échelle qui permet de gérer les enjeux collectifs. J'aimerais que les acteurs de mon système alimentaire soient conscients des enjeux locaux et puissent rendre compte à des travailleurs locaux, à des décideurs locaux. (...)

Il y a quelque chose de l'ordre de la « *gestion du commun* » dans notre système alimentaire : c'est de notre avenir, de notre territoire qu'il s'agit. Et pour gérer le commun, rien ne vaut l'expertise locale et plusieurs partie-prenantes afin de partager les enjeux des uns et des autres.



Pour l'année 2020, la note que j'attribue est très insuffisante au niveau mondial. Pour le Nord, je suis obligé de dire que ce que je ressens est bien. J'ai le choix, je peux acheter de la bonne qualité, je peux même aider des producteurs locaux... dans mon contexte local, ma famille, ça s'arrange. Mais dans une perspective mondiale, c'est nettement insuffisant.



À LIRE

L'interview complète de Sybille Mertens sur le site web du Baromètre
<https://barometre-agricultures-familiales.org/>

